

Au fait, pourquoi y a-t-il du chômage ?



La problématique des réformes structurelles est secondaire dans les explications du chômage. ©Marta NASCIMENTO/REA

Le projet de loi travail donne à penser que le chômage vient de ce que les entreprises souhaitent embaucher, mais en sont empêchées par les contraintes administratives. Cependant, ces contraintes étaient déjà présentes à une époque où la France était au plein-emploi, ce qui suggère que les choses sont

peut-être plus compliquées.

Par définition, les entreprises embauchent lorsqu'elles ont besoin de main-d'œuvre, donc lorsqu'elles ont la perspective de produire plus. Le chômage naît d'une production insuffisante pour employer tous les candidats à l'embauche, ce qui peut se produire pour deux raisons principales : l'incapacité des entreprises de mettre sur le marché à un prix raisonnable les produits attendus par les consommateurs ou un manque de clients. Cette seconde raison est aujourd'hui dominante.

Une panne durable de la demande

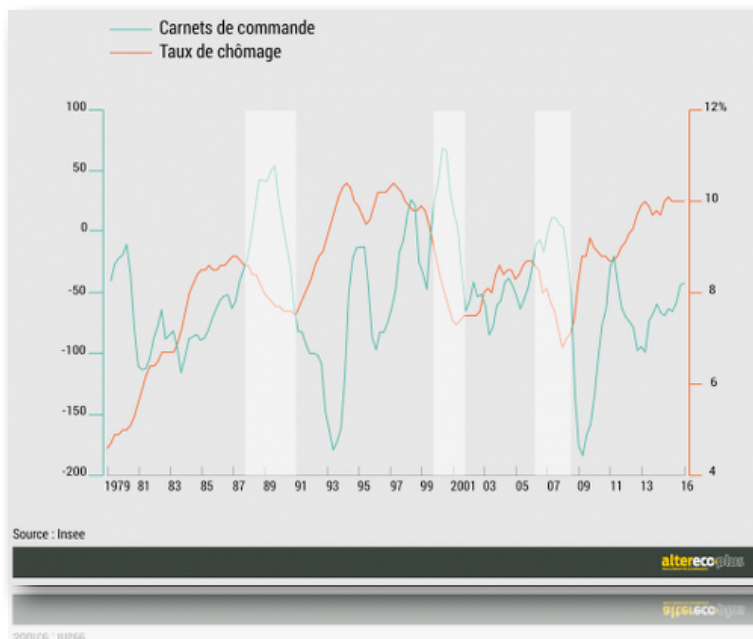
Mais si une chute de la demande peut se produire en période de crise, est-il possible qu'elle se vérifie continuellement pendant trente ans ? En fait, oui. Interrogés chaque mois par l'*Insee*, les industriels estiment que leur carnet de commandes est inférieur à la normale cinq mois sur six depuis 1979. La normale est devenue exceptionnelle !

La France mène des politiques de freinage de la demande qui conduisent à la hausse du chômage

Comment expliquer une telle situation ? Depuis 1979, la France est entrée dans une union monétaire de plus en plus serrée avec ses voisins européens, d'abord sous la forme du système monétaire européen, puis de la zone euro. Cette union impose le maintien par des variations de la demande des équilibres jusque-là assurés par les variations du taux de change.

Or, la France voit sa population augmenter nettement plus vite que ses voisins : + 21 % depuis 1979, contre + 4 % pour l'Allemagne ou + 8 % pour l'Italie. A revenu constant, sa demande intérieure augmente donc nettement plus vite que celle de ses voisins, alors que sa croissance peut difficilement être plus rapide. La France mène donc des politiques de freinage de la demande qui conduisent à la hausse du chômage.

Le graphique ci-dessous montre que les trois périodes où les entreprises ont eu des carnets de commandes bien remplis sont celles où le chômage est descendu au-dessous de 8 %, avec un décalage de deux ans environ entre le moment où la demande repart et la baisse du chômage.



Le chômage baisse quand les carnets de commande sont remplis

Pourtant, dira-t-on, la France a aussi un problème d'efficacité, puisque les profits des entreprises sont médiocres et que la productivité du travail, toujours élevée, ralentit depuis 2002. Selon une étude de l'Insee, la productivité combinée du travail et du capital, que les spécialistes appellent productivité totale des facteurs, stagne même depuis 2007 et diminue dans le secteur marchand non agricole¹.

Pour l'essentiel, cependant, ces problèmes sont eux aussi liés à l'insuffisance de la demande. Entre 1994 et 2008, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie s'est ainsi établi en moyenne à 85 %. Depuis la crise de 2008, il végète autour de 81 %. Les entreprises n'utilisent pas leurs locaux, leurs machines et leur personnel à leur maximum. Il n'est donc pas étonnant que les profits soient médiocres et la productivité en berne. Il suffirait d'un peu plus de croissance pour retrouver de l'efficacité (et non le contraire).

Un problème de compétitivité ?

Selon un autre argument, la France a un **problème de compétitivité**, puisqu'elle vend moins à l'étranger qu'elle ne lui achète, alors que les autres pays de la zone euro sont excédentaires. Mais cet excédent est trompeur : il traduit la mollesse de la demande interne de l'Italie ou de l'Allemagne, et notamment la faiblesse de l'investissement. Selon Eurostat, celui-ci représente aujourd'hui de 17 % à 19 % du produit intérieur brut (PIB) en Italie, en Allemagne et au Royaume-Uni, contre 22 % en France.

L'essentiel consiste à relancer la demande

¹ Pierre-Yves CABANNES, Alexis MONTAUT et Pierre-Alain PIONNIER, « Evaluer la productivité globale des facteurs en France : l'apport d'une mesure de la qualité du capital et du travail », Document de travail, Insee, 2013.

La problématique des réformes structurelles est donc secondaire dans les explications du chômage. Si une voiture fonctionne mal parce que son moteur tourne trop lentement, est-il pertinent de changer de moteur pour en acquérir un plus souple ou faut-il accélérer un peu ? Il y a certes de nombreuses réformes à entreprendre pour rendre notre appareil productif plus efficace : les PME sont sous-capitalisées, les *start-up* prometteuses peinent à grandir, la formation de la main-d'œuvre est insuffisante, la gouvernance des firmes souvent médiocre.

Les contraintes administratives, y compris le droit du travail, peuvent certainement être assouplies. Mais la situation est difficile et il faut se concentrer sur l'essentiel, qui est de restaurer une dynamique de la demande permettant de nous rapprocher du plein-emploi.

Arnaud Parienty